

# 272

## J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand  
N° 272 16 mai 1974  
Onzième année

Rédacteur responsable :  
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc  
Abonnement  
pour une année : 33 francs  
jusqu'à fin 1974: 21 francs

Administration, rédaction :  
1002 Lausanne, case 1047  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Gabrielle Antille  
Eric Baier  
Rudolf Berner  
Claude Bossy  
Gil Stauffer

# Domaine public

## Un faux pas

« Sur proposition du Rectorat, et en cas de nécessité, le Conseil d'Etat peut prendre des mesures restrictives ou poser des exigences supplémentaires à l'immatriculation des bacheliers ou des titulaires d'un diplôme jugé équivalent ». Le Conseil d'Etat vaudois est grand, et le recteur Rivier est son prophète (de malheur). Car l'heure est grave, clame-t-on au Rectorat lausannois : la trentaine de jeunes Suisses alémaniques (monnayés du reste à prix d'or pour payer le Collège propédeutique), accueillis l'automne dernier en première année de médecine, c'est l'avant-garde d'une invasion d'étudiants venus de l'Europe entière, pris au piège du numerus clausus dans leur pays d'origine, et qui vont s'abattre comme des nuées de sauterelles sur les bancs de l'Alma Mater.

Et les autorités politiques, convaincues, de saisir leur sulfateuse. A tout hasard, au cas où : un arrêté préventif ne fera de mal à personne. La

## Une révolution

« Le chancelier Brandt a tiré sa révérence. (...) » Mais cette attitude saine, cette conception prussienne — dans le meilleur sens du terme — du devoir et du sens des responsabilités vaudra au Prix Nobel de la Paix une considération nouvelle dans le monde entier.

« Ailleurs, ne voit-on pas un chef de gouvernement, plongé jusqu'au cou dans le scandale, non seulement en fin de parcours, mais dès le début, sans équivoque, à qui, non seulement on ne demande pas de rester, mais que l'on somme officiellement de se démettre ?

« (...) Brandt devrait être un modèle pour vous, Monsieur Nixon ! »

Qui tire en ces termes la leçon du départ de Brandt ? « Le Monde » ? « Le Nouvel Observateur » ? Vous n'y êtes pas. C'est « Blick », dans

base légale ? connais pas ! L'état de nécessité ? aussi vague que les prophéties rectorales.

Simple péripétie, erreur de parcours, dira-t-on. Il y a plus en réalité.

Car sous le couvert de « sauvegarder les intérêts des bacheliers », tout en agitant complaisamment le spectre du chômage des intellectuels, le recteur Rivier défend une certaine conception de l'enseignement supérieur qui n'est rien moins que le retour à ces bonnes vieilles méthodes de sélection sociale : une Université, propriété d'une soi-disant élite, qui se perpétue aux postes-clefs grâce au label universitaire, soigneusement filtrée à travers un réseau dense d'examens qui authentifient les inégalités inhérentes à notre société.

Le véritable enjeu, derrière des professions de foi pédagogiques, des cris d'alarme, plus ou moins mâtinés d'arguments économiques et financiers, ce sont ces conceptions, irrecevables, de l'Université. Dans ces conditions, on ne comprend pas que le Conseil d'Etat vaudois ait tendu la perche au recteur Rivier.

sa nouvelle rubrique de commentaire. Non pas que le plus fort tirage de Suisse (et de loin : 267 000 exemplaires) soit devenu un journal de gauche ; mais « Blick » ne se contente plus d'être une feuille à scandales (pour ne pas être plus sévère), « Blick » pense, et le proclame dans une rubrique hebdomadaire : « Das meint Blick ». On mesure mal encore, et particulièrement de ce côté-ci de la Sarine la portée d'une telle initiative. En fait, il s'agit d'une véritable révolution.

Et pendant ce temps, la presse d'opinion traditionnelle sombre dans l'indifférence. Il y a peu, les socialistes zurichois étaient appelés à se prononcer sur l'avenir de leur journal (crise de l'« AZ ») : 4505 inscrits, 1434 votants (32 %) — 902 voix pour un hebdomadaire, 532 pour un quotidien. Deux tiers des socialistes zurichois pour un hebdo, annonçait l'Agence télégraphique suisse dans un communiqué. Un score triomphal qui ne doit tromper personne.

## Brutalité neuchâteloise

« Avec une brutalité qu'on ne lui connaissait pas » — le diagnostic est de Gil Baillod, rédacteur en chef de « L'Impartial » — le corps électoral neuchâtelois vient de refuser un ensemble de crédits routiers (17,8 millions sur 32 devaient être affectés à la modernisation de la liaison Le Locle-La Chaux-de-Fonds, destinée, selon les plans gouvernementaux, à devenir une route à quatre pistes). A une large majorité, le Haut s'est montré à peine plus nuancé que le Bas, les Neuchâtelois (23 027 « non » contre 7120 « oui ») ont donc désavoué tout à la fois parlement et partis politiques (sauf les libéraux). En un premier temps, il était intéressant de faire le point avec un des opposants déclarés des projets en cause (réd.).

## La grosse baffé

*Supposons que vous voulez un schtroumpf. Qu'est-ce que vous faites pour l'avoir, si vous êtes politicien ? C'est simple : l'air digne, navré mais impitoyable, vous répandez le bruit que le schtroumpf actuel est pelé, galeux, dangereux et trop petit. Vous dites, surtout, en brandissant des statistiques, qu'un nouveau schtroumpf « est une nécessité économique, indispensable à la survie de la région ».*

*Normalement, ça marche. Les gens se disent : « Tartempion a raison, il défend nos intérêts. Un nouveau bidule-schtroumpf, voilà qui va améliorer l'ordinaire, assurer le plein emploi, fortifier notre réputation ! Crédié ! On ne va tout de même pas refuser ça puisque Berne nous refile encore 11 millions de subventions ».*

*Sur ce, le Grand Conseil des Schtroumpfs accepte, par 80 voix contre 3, le projet d'une schtroumpf-express, quasiment en fermant les yeux.*

*Deux mois plus tard, c'est la votation populaire. Crac ! catastrophe cantonale : le peuple des hor-*

*logers de moins en moins complets refuse tout net les crédits pour la schtroumpf-express ! A trois contre un. Toutes les petites schtroumpfs qui allaient avec sont zigouillées.*

*M. Felber est atterré, M. Payot est consterné, M. Augsburg est pâle, M. Aubert est abasourdi, M. Brandt a un coup au cœur. Quant à M. Grosjean, il s'exclame, à son habitude : « J'ai compris ! ». C'est un conseiller d'Etat qui comprend tout.*

*Drôle d'histoire.*

*Les autorités cantonales, donc, celles des Montagnes, les partis, le TCS et quelques mange-bitume se sont fait envoyer au tapis. Ah ! les explications ne manquent pas : l'inflation, l'état général des finances, la crainte de nouveaux impôts... Du sérieux. Mais il y en a une qui résiste, pourtant, tout au long d'une tournée des bistros : une majorité de gens, maintenant, se méfie. Ils se méfient des saloperies chimiques dans les légumes et ils se méfient des autorités. C'est le même mouvement.*

*Un peu court comme explication ? Pas tant que ça.*

*Il y a cinq ans, bien peu auraient dit que les autorités ne faisaient pas leur travail. Aujourd'hui, l'idée est courante : « Ils se foutent de nous ! ». C'est neuf, la dévaluation de la confiance. Il n'y a plus d'hommes politiques, il n'y a que des politiciens. Et les avocats qui nous gouvernent ne défendent plus des causes, ils règlent des affaires. C'est ça, au fond, le problème.*

*Les Neuchâtelois, en disant NON les 4-5 mai, ont dit non, en fait, à la société lardée de schtroumpfs plus ou moins express que leur proposaient des Tartempions de gauche et de droite. Ils s'en méfient. Ils commencent sérieusement à s'en méfier. (Mais ne craignons rien, ce n'est pas encore demain que les journaux troqueront leur rubrique « Auto » contre une rubrique « Transports publics » et qu'on verra Maître Grosjean sur son vélo perché...)*

**Gil Stauffer**

## Des livres de poche en poche

Jean-Paul Sartre : « La révolution du livre de poche a un caractère exclusivement technologique. Le milieu social du public de lecteurs traditionnel ne s'est absolument pas élargi. Ce sont encore et toujours les classes aisées et moyennes qui achètent des livres ».

Le livre de poche a suscité les plus grands espoirs culturels, mais aussi les plus profonds scepticismes. Un expert reconnu notait en 1959 à propos de la vie littéraire en Allemagne : « Les acheteurs de livres de poche sont relativement peu nombreux et se recrutent parmi ceux qui achètent des livres coûte que coûte, parmi les lycéens, les étudiants, les enseignants et ceux qui ont fait des études universitaires ».

En réalité, les normes scientifiques qui auraient véritablement pu fonder une analyse sérieuse de la pénétration du livre de poche dans les différentes couches sociales ont largement fait défaut. Prévalait un pessimisme latent au sujet de la diffusion véritable de ces bouquins bon marché dont le prix est resté longtemps — mais cela remonte aux calendes grecques — celui d'un paquet de cigarettes. La querelle a rebondi ces derniers mois, en particulier en France à l'occasion d'un affrontement entre libraires et « grandes surfaces » sur le prix des livres.

Aujourd'hui apparaissent enfin des indications qui, même s'il faut se méfier des sondages — et particulièrement dans le domaine littéraire — sont dignes de confiance, paradoxalement parce que l'enquête en question a été faite par une maison d'édition dans un but commercial : la maison Herder de Fribourg (RFA) voulait se renseigner sur les chances exactes de sa collection « Herdebücherei », dont la conception a été modifiée il y a trois ans et a confié ce travail à des spécialistes.

Selon l'enquête réalisée pendant l'été 1973 (et rapportée par le « Kölner Stadt-Anzeiger »), 56 pour cent des personnes interrogées ont déjà acheté au moins un livre de poche (question :

Avez-vous déjà acheté un livre de poche pour vous-même ou pour faire un cadeau ?); en 1963, elles n'étaient que 33 pour cent. La courbe ascendante de 33 à 56 pour cent correspond à un total de onze millions d'acheteurs nouveaux.

Le pourcentage des lecteurs de livres de poche est passé en dix ans de 80 à 93 pour cent chez les personnes ayant le baccalauréat. Cela paraît normal. Mais que penser d'une autre hausse impressionnante : le nombre de lecteurs sans bachot est passé de 25 à 46 pour cent, et de 66 à 83 pour cent chez les titulaires d'un certificat d'études !

La répartition par groupes professionnels est également instructive : les agriculteurs ferment la marche, encore qu'au lieu de 10, il y ait maintenant 36 pour cent d'acheteurs parmi eux. Les manœuvres et les apprentis sont passés de 20 à 39 pour cent. Chez les ouvriers spécialisés, un sur deux achète un livre de poche (52 pour cent au lieu de 30 autrefois). La différence entre la ville et la campagne s'est quelque peu nivelée : en 1963, il y avait dans les villages 18 pour cent seulement d'acheteurs de livres de poche, en 1973, 42 pour cent... Dans les centres urbains, la proportion a sauté de 40 à 65 pour cent.

Ce ne sont pas les librairies qui ont profité des nouvelles recrues : deux tiers seulement des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient acheté leurs livres dans une librairie; les grands magasins, les supermarchés, les kiosques attirent davantage de clients : la vente des livres de poche a triplé entre 1968 et 1973 dans les kiosques et les librairies de gares, elle a doublé dans les grands magasins et les supermarchés.

La diffusion du livre de poche ? en définitive, une marée qui est en train, peut-être plus lentement qu'on ne pouvait le penser, mais sûrement, de submerger le marché. A tel point qu'un directeur de super-marché trouvait à se plaindre : « La production allemande est trop abondante, tant à l'intérieur de chaque maison qu'en général; le marché va être de plus en plus bloqué si les maisons d'édition continuent à produire autant ».

**BERNE**

## Du béton

Il existe un réduit national, le canton de Berne en fait partie. Un ordre national le défend, c'est l'UDC (ancien PAB). A part cela tout est illusion lorsqu'on parle de politique « chez les mutz ».

Venons-en aux faits. Le 6 mai, la partie motivée des 600 000 électeurs du canton de Berne a élu les autorités cantonales : 9 conseillers d'Etat, formant le Conseil exécutif, et 200 députés constituant le Grand Conseil. La tendance du scrutin a été relevée par la presse quotidienne : un pas à droite, un nouvel échec de la social-démocratie et de petits groupements libéraux situés plus ou moins à gauche de l'échiquier politique, élection d'un député progressiste POCH (ce qui accroît la représentativité de ce groupement d'extrême-gauche qui a commencé à faire parler de lui à Bâle). Un commentaire serait superflu si ces élections n'étaient pas le prolongement de vingt ans d'échecs sociaux-démocrates sur le plan cantonal. Depuis 1954, le Grand Conseil est formé de 200 députés. Depuis lors, les socialistes n'ont jamais progressé. Ils avaient 73 députés en 1954, 68 en 1958 et 1962, 66 en 1966, 63 en 1970 et ils en auront 59 pour les quatre prochaines années. Alors qu'il n'y avait qu'un écart de 8 députés avec le groupe UDC en 1954, cet écart est maintenant de 20 députés (59 socialistes, 79 UDC). Le groupe radical représentait moins de la moitié du groupe socialiste en 1954, il n'est pas loin d'en représenter les deux tiers pour la législature qui commence.

### Pas d'alternative socialiste

Ne cherchons pas la raison de cet affaissement dans l'introduction du vote féminin, dans la blessure causée par l'opposition de la gauche à l'initiative Schwarzenbach et dans d'autres raisons de caractère momentané ou émotionnel. Le fait est que le Parti socialiste bernois est incapable d'of-

frir aux électeurs une raison de se rendre aux urnes, incapable de proposer une alternative réformiste à l'immobilisme ancien. La manière dont le Parti socialiste bernois tente de sauver son journal est exemplaire à ce sujet. C'est le néant.

### Fin de l'exemple bernois

Les gros bataillons sociaux-démocrates bernois ont souvent fait la loi dans un PSS qui admirait l'organisation construite par Robert Grimm et maintenue par Fritz Giovanoli. C'était défendable quand ce parti s'apprêtait à franchir la limite de 40 % du corps électoral, c'est moins indiqué lorsqu'il tombe en dessous de 30 %. La social-démocratie bernoise est malade, aura-t-elle le courage de se soumettre à l'opération indispensable pour retrouver le souffle qui faisait trembler ses adversaires dans les années 30 ?

## Chanson du déménageur

Les meubles sont inutiles,  
Vous pouvez vous récrier.  
La maison garde ses tuiles,  
La muse son encrier.

J'ôte la lampe, la huche,  
Le pain qui pèse si lourd.  
Vous pensez que je trébucherai  
De la rampe dans la cour !

Je vous laisse, je vous laisse  
L'encre noire (quel courroux),  
La plume (quelle détresse)  
Et tous les mots à genoux.

**Gilbert Trolliet**

# Explosion des coûts de la santé: les étudiants en médecine proposent de prendre le mal à la racine

« Ce journal est imprimé grâce à la bienveillance de la société Interpharma à Bâle: Ciba-Geigy S.A., F. Hoffmann-La Roche and Co. S.A., et Sandoz S.A. » Cette petite phrase, bien en évidence sur la première page d'« Intermed », le « journal des étudiants et des professions médicales en Suisse » incline naturellement à la méfiance; même si elle est immédiatement suivie de l'avertissement traditionnel suivant: « Cette association et leurs sociétés membres sont dégagées de toute responsabilité concernant les articles publiés. »

Et pourtant, le numéro d'avril de cette publication, consacré entièrement à l'explosion des coûts de la santé mérite attention et considération. Donne le ton une déclaration de l'Association des étudiants en médecine suisses au sujet de la révision de la Lama, qui conclut l'étude menée sur les coûts, et qui prend parti fermement pour l'initiative du Parti socialiste.

Dans le préambule de cette déclaration, et avant

de développer ses exigences et propositions, la dite association proclame notamment:

« (...) Nous critiquons les propositions du conseil des Etats et du Conseil national et a fortiori la proposition de l'alliance des caisses et des médecins qui leur a servi de modèle.

» De peur d'une médecine étatisée l'assurance-maladie facultative a été conservée bien que, fait nouveau, un pourcentage sur les salaires soit introduit, ce qui représente l'obligation de cotisation.

» Le mode de financement par deux à trois pourcents du salaire institutionnalisés dans la constitution, les participations de la main publique et des primes individuelles ne peuvent à longue vue couvrir les frais de l'hygiène publique. Par la suite, les cotisations individuelles ne cesseront de monter et deviendront pour beaucoup une charge inadmissible. L'élargissement des services obtenus par cette révision ne profitera qu'à peu de privilégiés.

» L'AEMS est consternée du fait que cette révi-

sion de la LAMA soit menée par une politique intéressée unilatérale et que les frais soient répartis aux dépens des petits et moyens revenus au lieu de viser une hygiène publique organisée suivant les besoins de la population. (...) »

Particulièrement intéressante est donc la démarche des étudiants en médecine sur les coûts de la santé, au moment où l'on désespère de voir le corps médical prendre en main lui-même les réformes indispensables et urgentes dans ce secteur: le travail entrepris va de l'exposition des faits (répartition des frais des différentes disciplines médicales — interview d'un responsable de l'industrie pharmaceutique) au diagnostic et aux propositions de réformes (La révision de la Lama comme frein à l'explosion des frais — Causes de l'expansion des frais particulièrement dans les hôpitaux universitaires — Plus d'heures de travail, le surmenage, les heures supplémentaires). Nous nous bornerons à résumer les principaux thèmes développés, et qui apportent un complément bienvenu aux articles parus dans nos colonnes (DP 266, 269 et 270), renvoyant nos lecteurs, pour le reste, à la revue en question <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Rédacteur romand: Patrick Rosselet, Bellevue 3, 1012 Pully/Lausanne.

## 1. L'EXEMPLE QUI VIENDE DU NORD

L'exemple de l'hôpital d'Herdecke, dans la Ruhr, cité par « Intermed », pour n'être pas la pièce maîtresse de la démonstration, est celui qui frappera peut-être le plus le profane.

Existe depuis 1969 à Herdecke un hôpital dont les structures sont tout à fait démocratiques: pas de chef de service, pas d'infirmière-chef du personnel, pas d'infirmière responsable d'unité; les honoraires privés pour les médecins sont supprimés (le médecin reçoit de ses clients privés des honoraires personnels, mais il les verse au responsable de l'hôpital: d'où il découle que les médecins de cet établissement sont mieux payés que ceux d'autres hôpitaux).

En septembre 1971, premier rapport d'activité.

Contrairement à la plupart des établissements hospitaliers allemands, pas de déficit au bilan. Plus encore: le refus d'honoraires de la part de dix médecins spécialistes apporte à l'hôpital un bénéfice de 900 000 DM (si, comme ailleurs, les médecins avaient empoché leurs honoraires, les pertes de l'hôpital se seraient montées à 600 000 DM).

De là, un calcul! Soit la somme de 900 000 DM tenue pour la norme valable pour un hôpital de deux cents lits. On fait alors le total des honoraires des médecins-chefs attachés aux divers établissements hospitaliers de RFA (450 000 lits): il approche des deux milliards de DM, qui représentent le déficit global de tous les établissements hospitaliers d'Allemagne fédérale...

« Intermed »: « Les conséquences de cette démocratisation sont importantes et devraient être valables pour la Suisse ».

## 2. LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS SUISSES A L'OUVRAGE

Depuis peu, la Fédération des médecins suisses a constitué une commission spécialisée dans l'étude des coûts de la santé, dite Commission de frein à l'explosion des frais (deux représentants du comité central de la fédération, dont un médecin d'hôpital et un libre praticien, un médecin adjoint d'un hôpital privé, un directeur médical d'un grand hôpital cantonal et universitaire, un libre praticien romand et le secrétaire de la Fédération fonctionnant comme juriste).

Très significatif est le choix des problèmes sur lesquels la commission en question (ne bénéficiant d'aucun moyen financier spécial) se propose de mener des études « plus poussées » à l'avenir (interview du président de la commission, Paul Nef) :

- influence du forfait journalier sur les frais;
- réduction de la durée moyenne d'hospitalisation;
- possibilité de diminuer les analyses de laboratoire;
- rationalisation dans le domaine du radio-diagnostic;
- création d'associations d'hôpitaux aux fins de coordination sur le plan médical et dans le secteur administratif (achats !);
- question de l'influence possible des médecins sur leurs patients afin d'éviter une interruption de travail pour des raisons non strictement dues à la maladie (absentéisme).

Ces problèmes seront traités sur place, au cours d'entretiens personnels dans divers hôpitaux.

### 3. L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU PIED DU MUR

Un cinquième de tous les frais du secteur de la santé provient de l'achat des médicaments. « Intermed » interpelle l'industrie pharmaceutique sur sa réserve proverbiale en ce qui concerne la publication de ses bénéfices, les chiffres de réajustement des prix de revient, sur la consommation de médicaments, et aussi la différence des prix de vente de certains produits suivant les pays : « Que l'on se souvienne seulement de l'affaire du Valium/Librium en Angleterre ! Le prix de 100 tablettes de 5 mg de Valium en Angleterre, fr. 1.75, passe à fr. 17.50 en Allemagne et à fr. 23.— en Suisse. Les différents prix de fabrication dans ces différents pays n'expliquent pas bien cette différence... ».

Sur ce point le Dr B. Wenger, de Ciba-Geigy S.A. répond notamment :

« Pour essayer de prouver que les fabricants de

produits pharmaceutiques réalisent des bénéfices trop élevés, on cite fréquemment aussi des cas particuliers de prix de vente qui varient d'un pays à l'autre, pour un même produit. Disons tout d'abord que des différences de prix d'un pays à l'autre constituent la règle et que les médicaments n'y font pas exception. Une récente étude de la Société de Banques Suisses<sup>2</sup> le confirme nettement. Selon cette brochure, les prix diffèrent souvent énormément d'un pays à l'autre. Il en va des médicaments comme d'autres produits ou services : leurs inégalités de prix proviennent principalement des conditions du marché, qui ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre; en l'occurrence les facteurs déterminants sont la législation, la concurrence, les prescriptions sur l'enregistrement, le niveau de vie, la situation économique, les impôts directs et indirects (dont les taux varient de 4 % à 23 %), les droits de douane, enfin les marges des détaillants (celle des pharmaciens oscille entre 28 % et 74 % du prix de vente au public). Autre influence décisive sur les prix : celle des incessantes modifications des taux de change, dues aux réévaluations et dévaluations. Supposons qu'ayant lancé en 1960 dans les pays qui nous entourent le même médicament au prix uniforme de 10 francs suisses, on n'ait jamais modifié ce prix; on obtiendrait en février 1974 les prix suivants en francs suisses (modifiés du simple fait des variations subies par les taux de change) : en Suisse fr. 10.—, en Belgique fr. 8.88, en Allemagne fr. 11.27, en Angleterre fr. 5.90, en France fr. 7.24, en Italie fr. 6.94. Tout récemment, la Commission du Marché Commun relevait que, souvent, les différences de prix sont dues à des défauts de méthode dans l'établissement des comparaisons; elle répondait à la question d'un membre du Parlement européen, M. Vredeling, qui s'étonnait des différences des prix de vente de certains médicaments dans six pays de la Communauté. »

<sup>2</sup> Union de Banques Suisses, Bâle. Prix et salaires autour du monde, décembre 1973.

« Intermed » ne commente pas cette réponse de Ciba-Geigy. On peut cependant rappeler qu'en Angleterre, le gouvernement Heath s'est résolu à imposer à l'usine responsable de la fabrication du Valium et du Librium, une filiale de Hoffmann-La Roche, des baisses de prix sévères. En Allemagne, l'Union fédérale des caisses d'assurances (BdO) parle aussi d'« abus » en la matière. Un de ses collaborateurs scientifiques, P. Kippenberg, mandaté pour faire une enquête sur ces produits, a relevé que la comparaison des prix était en effet difficile : bien que le fabricant soit toujours le même, le Valium et le Librium ne sont pas toujours offerts sous la même forme et dans la même concentration (en Angleterre, il n'existe pas de suppositoires de Valium comme en RFA — les cachets et les capsules de 5 milligrammes, en boîtes de 20, ne sont vendus qu'en Allemagne, en revanche, dans les autres pays, il existe des cachets de 2 milligrammes en boîtes de 100). Kippenberg a cependant calculé que si les prix du Valium et du Librium s'alignaient en RFA, sur le niveau britannique, les caisses allemandes d'assurance-maladie économiseraient 65,8 millions de DM par an ».

### 4. MANQUE DE PERSONNEL ET MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL : UN CERCLE VICIEUX

Pour mémoire, enfin, un reflet de l'étude du groupe POCH-médecine de Bâle, consacrée aux problèmes de personnel. Là, le coup d'œil sur les statistiques est spécialement révélateur (les auteurs s'appuient du reste sur les travaux de Pierre Gilliand en Suisse et dans le canton de Vaud). Quatre points et autant de questions :

1. L'augmentation de l'effectif du personnel hospitalier depuis 1956 ne correspond pas à l'augmentation de la population pendant cette époque (le mouvement semble d'être accentué ces dernières années) :

● SUITE ET FIN DU TEXTE AU VERSO

## Personnel et conditions de travail (suite)

	1951	1956	1961	1966
Effectif du personnel	7914	8501	9139	9371
Augmentation absolue				
Index 1956 = 100	90	100	108	110
Index de la population	94	100	109	119

Augmentation annuelle moyenne en Suisse des personnes infirmières diplômées de 1951 à 1966, en % :

	1951	1956	1961	1966
Augmentation de l'effectif des personnes diplômées	2,22	1,46	0,51	
Augmentation de la population	1,22	1,73	1,66	

2. L'augmentation est encore moins considérable si l'on ne considère que les personnes diplômées en Suisse :

En 1970,  
21,86 % du personnel soignant,  
54 % du personnel de cuisine,  
42 % du personnel de blanchisserie,  
64 % du personnel de ménage,  
22 % des aide-médicales,  
34 % des médecins assistants et des médecins chefs étaient des étrangers.

### LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Familles

La Comédie humaine (suite) (mais non pas fin, selon toute apparence). Je lis dans l'excellente étude intitulée « La Comédie humaine » qu'André Wurmser a consacrée à Balzac :

« Au temps que Goriot, par prudence commerciale, présidait sa section (révolutionnaire — réd.), l'un de ses confrères du Bourbonnais était si républicain qu'il prénomma son aîné Brutus-

Sans cet effectif massif de personnel étranger, nos services de santé s'écrouleraient inexorablement. 3. L'augmentation du nombre de personnes ayant obtenu un diplôme correspond à l'augmentation de la population féminine entre 20 et 24 ans : de 1956 à 1961 il y a eu 605 personnes diplômées par an de 1961 à 1966 il y a eu 709 personnes diplômées par an (en moyenne).

Cette augmentation correspond à peu près à l'augmentation de la population féminine entre 20 et 24 ans. Mais l'augmentation de l'effectif actif du personnel était nettement inférieure.

4. La stagnation de l'effectif du personnel soignant (malgré l'augmentation des personnes diplômées) s'explique surtout par l'augmentation du nombre de retraites.

De 1961 à 1966 pour 1000 personnes diplômées actives 77 élèves par an obtenaient leur diplôme. Mais l'augmentation effective était de 5 %, ce qui revient à dire qu'il y avait 72 retraites et 77 diplômés par an.

Au chapitre des causes, les auteurs reviennent bien sûr sur le cercle vicieux connu : le manque de personnel mène à de mauvaises conditions de travail — les mauvaises conditions de travail mènent à un manque de personnel !

Romain-Lepelletier. Comme Goriot, cet épiciers s'enrichit. L'un de ses descendants épousa la fille d'un ministre de l'intérieur de Louis-Philippe, lequel ministre, miracle de l'hérédité ! avait pour père le ministre de l'intérieur de Napoléon. Le petit-fils et l'arrière-petit-fils, l'un et l'autre députés, furent élus aussi à l'Académie des sciences morales — eh oui — et politiques — parbleu ! L'arrière-petit-fils, c'était Jacques Bardoux, qui fut économiste et pétainiste. Le petit-fils de Jacques Bardoux, c'est Giscard d'Estaing, qui est économiste et gaulliste (Wurmser écrit en 1966

— réd.) — Et ministre : les officiers supérieurs passent, trépassent — et croient régner. Mais vous le voyez bien (...) que les fils d'épicier sont devenus pairs de France ! Leurs lignées s'allient entre elles, et Giscard d'Estaing s'unit à la petite-fille de Schneider (le maître du Creusot — réd.) comme autrefois une princesse de Faucigny-Lucinge n'eût épousé que... Mais justement : d'une princesse de Faucigny-Lucinge aussi descend Giscard d'Estaing ! » (p. 736).

« Les filles-mères ont du moins l'avantage de ne pas mettre au monde des fils à papa », écrivait à peu près Edmond Gilliard. Giscard d'Estaing, lui, est fils de bonne famille, et quand il promet à nos voisins français qu'avec lui, ils ne courront pas d'aventure, on peut être sûr que ce ne sont pas là de vaines promesses électorales !

### Le service rendu par Brandt

D'un autre côté, il y a le camarade Brandt, qui en démissionnant vient de rendre à son parti, et à l'Allemagne fédérale, et au socialisme tout entier, le seul service qu'il pouvait encore leur rendre, le plus rare, le plus exceptionnel : l'exemple du scrupule le plus sévère, de l'honnêteté la plus rigoureuse. De tels hommes, en politique, on les compte sur les doigts de la main. Mais enfin, de qui, de quoi a-t-il été victime ? De la bêtise, sans aucun doute. Admettons que la cause de l'Allemagne de l'Est soit la bonne. Admettons que pour défendre une bonne cause, tous les moyens soient bons. Un homme, des hommes (car derrière M. Guillaume, il y a ceux qui l'employaient) qui utilisent des moyens tels que, précisément, ils tendent à ruiner la cause défendue (celle de la gauche, celle du socialisme) et qui de plus se font prendre — pareils à l'écolier qui triche, mais ne sait pas tricher — on appelle ça des imbéciles.

A moins, bien sûr, qu'ils n'aient été payés par M. Strauss. — Et par M. Giscard d'Estaing.

## FRIBOURG

# La politique des socialistes dans un électorat de droite

A la suite des élections communales de la fin du mois de février, les socialistes de la ville de Fribourg se sont attachés à redéfinir leurs objectifs pour la législature. Ils l'ont fait en tenant compte de leurs conceptions et objectifs généraux, bien sûr, mais ils l'ont fait aussi en se fondant sur une analyse de l'évolution récente du corps électoral de la ville.

Il s'agit là de revenir une dizaine d'années en arrière.

Reportons-nous tout d'abord à 1966, date à laquelle disparaît, au sein de l'exécutif communal, la traditionnelle majorité absolue démocrate-chrétienne. C'est la brèche irrévocable, l'abandon des schémas historiques post-sonderbundiens. La démocratie-chrétienne va mettre du temps pour se ressaisir.

Premier temps. En 1966, le syndic Nussbaumer est élu grâce aux voix coalisées des socialistes et des radicaux.

Deuxième temps. En 1970, les socialistes perdent un siège au profit des radicaux, mais le syndic est de nouveau plébiscité et confortablement rétabli dans sa charge.

Troisième temps. En 1974, tout semble une nouvelle fois basculer : une majorité d'électeurs en ville de Fribourg se retrouvent sous le drapeau démocrate-chrétien. Plus frappant encore, le corps électoral « fait une véritable fête » à l'homme fort et autoritaire du parti catholique, l'avocat d'affaires Bourgnicht. C'est de justesse que celui-ci réussira à se soustraire à la syndication, se réservant pour des ambitions beaucoup plus élevées, comme si c'était la tradition dans la famille.

Pourquoi de tels succès locaux d'hommes politiques typiquement conservateurs ? Est-ce là le résultat d'un très fort conditionnement dû à l'autorité de l'Eglise et de ceux qui s'en disent les

porte-parole ? Ou, comme l'affirme Noël Rufieux dans un bulletin du PICS, la manifestation « d'un besoin de sécurité qui ressemble étrangement au geste de l'autruche plongeant la tête dans le sable à l'approche du danger » ? Autant d'hypothèses, pourtant, qui ne changent en rien la réalité : l'électorat fribourgeois est largement conservateur.

Se fondant sur une telle analyse, la politique socialiste en ville de Fribourg doit tendre à dévoiler la vraie nature de droite des objectifs et moyens mis en œuvre par la nouvelle majorité qui soutient l'action du syndic Lucien Nussbaumer. Le premier acte concret et tangible de cette majorité aura du reste été de refuser d'accueillir un représentant de la gauche au sein de la commission des finances.

En réalité, cette nouvelle majorité, qui regroupe autant les démocrates-chrétiens que les radicaux, constitue, comme l'ont dit les socialistes, une « alliance impossible, une alliance honteuse ». Elle doit aboutir bien vite à la mise en veilleuse des aspirations centristes de la démocratie-chrétienne découlant de toute la réflexion chrétienne-sociale de Vatican II.

La balle, maintenant, est dans le camp de la gauche socialiste en ville de Fribourg : il s'agira de « nager à contre-courant », et de dénoncer sans relâche les vrais contours de la politique conservatrice de la majorité emmenée par le syndic.

## LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

### Radio Vaduz

*Les plans du grand éditeur alémanique Jean Frey pour la création d'une radio commerciale au Liechtenstein ont suscité beaucoup de commentaires. Dans « Die Weltwoche » (19) appartenant à cet éditeur, le journaliste chargé de réaliser le projet, Rudolf Bächtold, prend congé des lecteurs*

*en exposant ce que sera Radio Liechtenstein dans le contexte de la radio commerciale en Europe. Il nous assure que la presse suisse ne souffrira pas de son existence, car l'entreprise Jean Frey possède d'importants organes de presse et ne veut pas scier la branche sur laquelle elle vit.*

*— Le principal fabricant suisse de papier journal est la fabrique de papier d'Utzensdorf qui occupe 270 personnes et produit le 55 % des besoins du marché suisse du papier journal. Alors que depuis quelques années 8 % de vieux papier entrent dans la composition du papier produit, cette part devrait monter à 20 % si les essais actuellement tentés portent leurs fruits. « Der Bund » (106) fait le point.*

### La construction et les banques

*— « Finanz und Wirtschaft » commente l'influence toujours plus forte que les grandes banques exercent dans la branche de la construction. Par l'intermédiaire d'Elektro-Watt, le Crédit Suisse a repris les entreprises Göhner, la Société de Banque Suisse s'est assurée un tiers du capital actions de la Holding Siegmann qui coiffe les entreprises du groupe Uto. Maintenant c'est au tour de Mobag de passer sous le contrôle d'une banque. Le journal financier demande que de telles opérations soient rendues publiques car elles ont une importance politique indiscutable. Ces remarques ne viennent pas de gauche, nous tenons à le souligner.*

*— Les bâtisseurs de cathédrales ne sont pas morts. On tourne un film sur la construction, en voie d'achèvement, de la gare de Berne. Un ouvrier étranger coupe un câble avec sa brouette. Le premier émoi passé, il rit et avec un accent inimitable, il dit au cinéaste « Tu fais un film de la gare, mais moi je fais la gare ». Lu dans « Der Bund » (106).*

*— Dans le supplément hebdomadaire de la « National Zeitung », Frank A. Meyer fait le point, après les dernières déclarations de Walter Hofer, du climat qui préside à la révision de l'article constitutionnel sur la radio et la télévision.*

## L'avenir de Brigue mis démocratiquement aux voix

La publication, l'an dernier, de plans d'aménagement du territoire conçus en haut lieu pour tout le canton du Valais, a créé dans la population non consultée un certain malaise. Afin de l'éviter, et d'assurer aux habitants d'une région un développement répondant à leurs souhaits, la commission de planification de Brigue-Glis tente une expérience intéressante de participation des intéressés.

Brigue-Glis se trouve aujourd'hui confrontée avec les différentes orientations possibles de son développement. Centre commercial par sa situation géographique, cette cité draine les habitants des vallées avoisinantes et a connu cette dernière décennie un essor important, sensible surtout dans la construction de logement.

Mais le moment est venu de faire des choix : faut-il par l'encouragement à la construction favoriser l'arrivée des habitants des alentours ou

au contraire faut-il freiner cet exode en pratiquant une politique plus restrictive ? Faut-il implanter des industries dans la région ou cette cité doit-elle être un centre touristique ou agricole ? Faut-il développer les places de verdure, interdire la circulation de transit, créer des centres d'achat ? etc...

Afin d'établir des priorités parmi ces futurs possibles, la commission de planification a distribué un questionnaire à la population, questionnaire qui est un catalogue des objectifs classés en cinq groupes, eux-mêmes subdivisés en cinq sous-groupes. Les personnes intéressées sont appelées à attribuer des points à ces différentes suggestions, en fonction de leur priorité; les thèmes principaux retenus sont relatifs : à l'habitation, au travail, à la culture, aux services publics et à l'urbanisme.

Les réponses obtenues devraient permettre d'établir une hiérarchie entre ces buts et de prévoir un développement qui réponde aux vues exprimées par la majorité.

Cette expérience est intéressante à deux points de vue :

— D'une part elle ouvre peut-être la voie à une véritable démocratisation dans la définition des orientations des plans de développement. On éviterait ainsi que l'avis des spécialistes consultés, et dont la compétence est reconnue dans la partie technique de l'opération, ne fasse abusivement la loi au niveau des options fondamentales, qui n'est pas de leur ressort exclusif. Il est à noter cependant que la vraie dimension démocratique de la consultation viendrait de discussions dans les quartiers à partir des options de base proposées dans le questionnaire.

— D'autre part si la participation de la population est importante et si les propositions recueillies sont véritablement prises en considération, on aura montré une fois de plus que les citoyens peuvent être mobilisés sur un sujet qui les touche de près et sur lequel on leur offre la possibilité d'avoir prise dans le quotidien concret.

Menée par une équipe dynamique, cette consultation devrait, nous le souhaitons, aboutir à des résultats encourageants sur le point des propositions; nous tenterons de tenir les lecteurs de DP au courant, et ceci surtout lors des réalisations.

### NOTES DE LECTURE

## Fiction financière

Après la fiction scientifique, la fiction politique, voici un livre de fiction financière. Ecrit par Paul Erdmann en anglais, il est disponible aujourd'hui en français et en allemand. Son titre en français : « Un coup d'un milliard de dollars » (aux Presses de la Cité).

Ce roman aurait peut-être passé inaperçu si l'auteur n'était pas bien connu à Bâle où il a été condamné en tant que responsable de la débâcle de la « United California Bank ». Il ne remettra pas les pieds en Suisse de crainte de devoir purger sa peine.

Au surplus, le récent communiqué d'une grande banque suisse (voir « La preuve par les caisses vides », DP 269) permet de se demander si parfois la réalité ne dépasse pas la fiction.

### Le folklore habituel

« Un coup d'un milliard » ne contient pas tout ce qu'on pourrait attendre d'un livre écrit par un connaisseur, même malheureux, de la spéculation internationale. Il a ses personnages classiques ! Les banquiers sérieux de New York, Londres et Zurich, les technocrates dynamiques et les « appartchiks » naïfs de Moscou, les capitaux arabes et un trafiquant juif, la police fédérale et le chef du Département fédéral des

finances, sans parler des maîtresses bavardes et des femmes fidèles.

Paul Erdmann a-t-il voulu se venger ? Si c'est le cas, sa réussite n'est que partielle. A-t-il voulu se constituer un petit capital avec les droits d'auteur ? Il y parviendra peut-être. Une telle lecture en tout cas n'est pas totalement inutile. Elle permet de se rendre compte que les banquiers suisses et leur discrétion ne sont pas unanimement appréciés à l'étranger, même lorsque « L'Expansion » écrit : « Pourtant cette gestion plus que prudente des fonds satisfait, semble-t-il, les déposants : depuis des années (et aujourd'hui encore), ils font la queue aux guichets. »

R. B.